

SANDRA HOIBIAN

Gilets jaunes : le refus de la responsabilité individuelle de la pauvreté

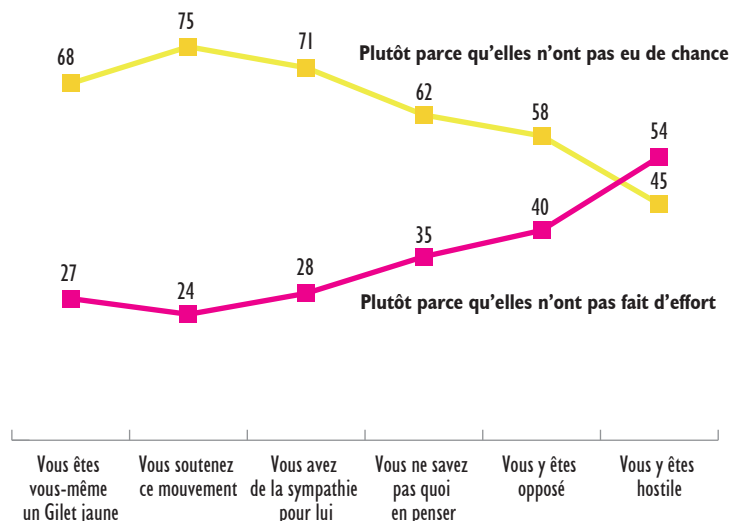
Le mouvement des Gilets jaunes est apparu à l'automne 2018 initialement en réaction à une hausse des taxes sur les carburants. Il a vite pris de l'ampleur et suscité l'attention par son caractère inédit tant par sa forme que sa longévité et le soutien rencontré dans la population. Pour mieux le comprendre, le CRÉDOC a inséré une question dans son enquête sur les Conditions de vie et aspirations. Les résultats révèlent que le soutien ou le rejet du mouvement s'appuient sur des regards opposés portés sur la responsabilité individuelle des parcours de vie, valeur montante de notre société. L'idée se développe en effet dans la société que la situation professionnelle, l'état de santé ou le parcours scolaire dépendent surtout des efforts de chacun. Parallèlement, l'attente d'action des pouvoirs publics a tendance à diminuer. Les Gilets jaunes (en grande majorité des actifs à l'équilibre financier fragile) ainsi que leurs soutiens rejettent cette individualisation des responsabilités et réclament un soutien plus fort des pouvoirs publics. La compétition générée par la montée de la responsabilisation individuelle fait le terreau d'une certaine rancœur et méfiance contre une multiplicité d'ennemis de l'intérieur, « assistés », « riches », « immigrés », fragilisant ainsi la cohésion sociale.

> Manque de chance ou manque d'efforts ?

Avec l'affaiblissement des structures d'action collective (syndicats, partis politiques, etc.), la solidarité est conçue dans notre société de plus en plus sur un mode individuel avec un lien direct entre l'individu et l'État social. Après le modèle de protection sociale, conçu au 19^e siècle, où les individus se rassemblaient pour partager collectivement des risques, le nouvel esprit de solidarité « participative » décrit par Serge Paugam exige des individus qu'ils soient d'abord des citoyens actifs et coopérants pour accéder à la solidarité nationale. Dit autrement, les pauvres « qui n'ont pas eu de chance » méritent d'être aidés par la société car leur situation ne peut pas être imputée à leurs parcours et efforts personnels. À l'opposé, la collectivité n'a pas à accompagner ceux « qui n'ont pas fait d'effort ». Depuis trente ans, les enquêtes du CRÉDOC montrent qu'une majorité des

LA MOITIÉ DES PERSONNES HOSTILES AUX GILETS JAUNES CONSIDÈRENT QUE LES PAUVRES N'ONT PAS FAIT D'EFFORT POUR S'EN SORTIR

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté : c'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance ou plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir? (en %)



Source: CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, début 2019.

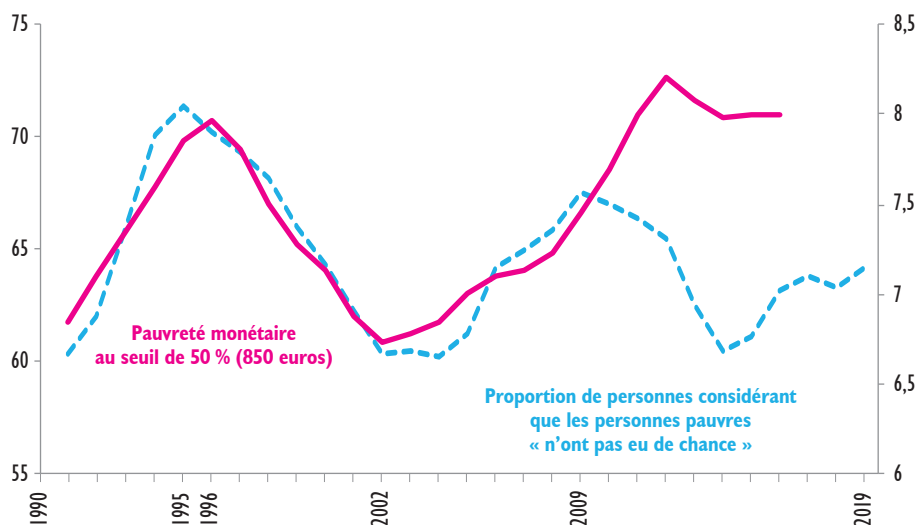
Français estiment que la pauvreté est davantage liée à un manque de chance qu'à un manque d'efforts. La crise des Gilets jaunes révèle toutefois une ligne de fracture naissante dans l'opinion. Les personnes hostiles à ce mouvement considèrent majoritairement (54 %) que la pauvreté est d'abord due à un manque d'efforts des personnes concernées. À l'opposé, les personnes qui se disent elles-mêmes Gilets jaunes, et leurs soutiens, s'opposent à cette responsabilité individuelle : 68 % estiment que les situations de pauvreté sont dues à un manque de chance.

➤ Responsabilité individuelle à tous les étages

Pendant longtemps l'empathie envers les pauvres suivait de près l'évolution du taux de pauvreté monétaire : en période de difficultés économiques, comme lors de la crise de 1992-1993, les Français avaient tendance à faire preuve de plus de compréhension envers les plus démunis. Depuis 2009, on observe un renversement des opinions : alors que la pauvreté a fortement augmenté avec la crise, la sévérité vis-à-vis des catégories modestes s'est en quelque sorte déconnectée de l'évolution du taux de pauvreté. Défiante dans les institutions, désabusée sur les capacités des politiques à infléchir le réel, la population semble considérer davantage que chacun doit être en mesure de se prendre en main pour mobiliser les ressources nécessaires pour s'en sortir. Cette logique de la responsabilité individuelle et de la « méritocratie » se retrouve dans des domaines de plus en plus nombreux. Pour accéder à une formation de qualité, un jeune devra l'avoir mérité, en se constituant un projet personnel convaincant et cohérent, en ayant obtenu de « bons stages », des activités extrascolaires de nature à développer ses qualités personnelles afin d'être sélectionné parmi d'autres. Pour obtenir un emploi, chacun devra veiller à développer son employabilité au cours de sa vie avec des formations et des changements de carrière bien choisis pour rester attractif dans un marché de l'emploi exigeant et en per-

DEPUIS DIX ANS, L'IDÉE QUE C'EST À CHACUN DE S'EN SORTIR PAR LUI-MÊME GAGNE DU TERRAIN

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté : c'est plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance ou plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir ? (en %)



Source : Échelle de gauche, CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations ; échelle de droite, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, Insee-DGI, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétrospectives 1996 à 2004, Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2011. À partir de 2010, les estimations de revenus financiers mobilisent l'enquête Patrimoine 2010.

Champ : France métropolitaine, individus vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

petuelle évolution. Dans un tout autre domaine, être en bonne santé relève aujourd'hui, dans les représentations, de la responsabilité de chacun : veiller à manger cinq fruits et légumes par jour, faire du sport, être attentif à son hygiène de vie, à son sommeil, etc. 28 % des Français estiment ainsi que les problèmes graves de santé sont liés en premier lieu à de mauvais comportements individuels, 28 % sont liés au lieu de vie. Les facteurs sociologiques (condition de travail ou pauvreté) ou génétiques (10 %) arrivent plus loin dans la hiérarchie des opinions (étude DREES, 2017).

La responsabilité individuelle se trouve ainsi de plus en plus valorisée dans une société qui s'appuie sur un modèle philosophique libéral : l'individu prime sur la communauté, et c'est parce que les individus font les bons choix et essaient individuellement d'être les meilleurs, que la société dans son ensemble pourra prospérer et s'épanouir.

Ce modèle de société présente plusieurs limites que le mouvement des Gilets jaunes rend visible avec sa couleur jaune fluo. Pour garantir une forme de justice dans l'évaluation des mérites

respectifs des uns et des autres, une certaine « égalité des chances » doit être recherchée. Égalité assez difficile à atteindre car les individus ne sont pas dotés à la naissance du même patrimoine financier, culturel, de la même sécurité affective, des mêmes ressources, n'habitent pas les mêmes lieux de vie, etc. Et la collectivité a toutes les peines à corriger les inégalités de naissance ou de milieu social. Ainsi, seuls 20 % des Gilets jaunes sont diplômés du supérieur. Or de nombreuses études montrent que l'obtention d'un diplôme est liée à la situation sociale des parents. Le niveau de vie de la famille joue également un rôle dans la réussite scolaire : les enfants des catégories modestes ont moins souvent leur propre chambre, partent moins souvent à l'étranger et sont plus souvent amenés à travailler pendant leurs études. Au-delà, en se plaçant dans une situation utopique où tout le monde partirait de la même ligne de départ (avec des individus également beaux, intelligents, performants, éduqués, riches), le principe de la compétition entre individus produit mécaniquement des gagnants et des perdants. Comme l'explique

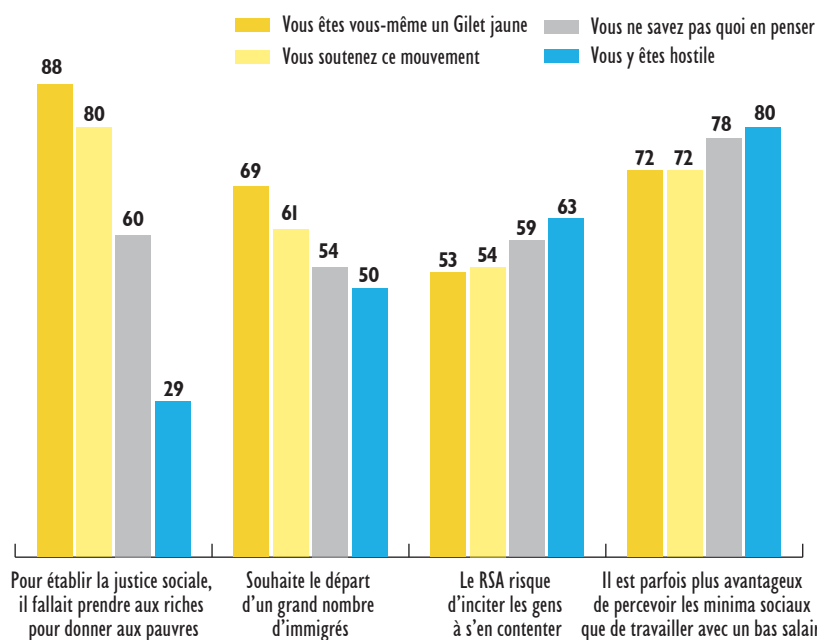
François Dubet, ces derniers sont non seulement considérés comme les perdants de la course, mais ils sont aussi jugés responsables de leur situation. La colère exprimée par le mouvement est probablement aussi le résultat d'une société qui pointe de plus en plus une individualisation des responsabilités.

> Difficile de «vivre ensemble» entre concurrents

La dernière des limites est qu'il est difficile de créer de l'unité et de la concorde dans une société composée de concurrents. Chacun se compare et a le sentiment d'être lésé dans une compétition jugée inéquitable pour de multiples raisons: les uns déplorent des aides sociales trop importantes, les autres critiquent le poids de l'héritage, les uns estiment qu'ils ont travaillé dur dans des métiers pénibles, les autres qu'ils ont poursuivi des études de haut niveau méritant distinction, etc. Et chacun a le sentiment de faire des efforts injustement rétribués, de rencontrer des difficultés importantes et sous-estimées. L'exemple des Gilets jaunes est parlant: un sur deux est ouvrier ou employé. La pénibilité d'un métier de manutentionnaire ou d'aide-soignant aux personnes âgées est-elle justement rétribuée? Ces métiers, accessibles à des personnes peu diplômées, offrent des conditions de travail souvent difficiles: horaires morcelés, forte responsabilité, pénibilité morale et physique; ils sont peu valorisés socialement et peu rémunérateurs.

Au-delà, cette compétition individuelle fait le terreau d'une certaine rancœur et méfiance contre une multiplicité d'ennemis de l'intérieur (« assistés », « riches », « immigrés »). Selon l'enquête Conditions de vie du CRÉDOC, au début 2019, 75 % de nos concitoyens estiment qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire, 65 % pensent que pour rétablir la justice sociale il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres et 55 % déclarent souhaiter que l'on « favorise, dans les prochaines années, le départ d'un grand nombre des immigrés qui

RICHES, IMMIGRÉS, BÉNÉFICIAIRES DE MINIMA SOCIAUX... : LES UNS CONTRE LES AUTRES (en %)



Source: CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, début 2019.

Guide de lecture: 88 % des Gilets jaunes et 80 % de leurs soutiens estiment qu'il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres afin d'établir la justice sociale.

LES GILETS JAUNES: EN MAJORITÉ DES JEUNES ACTIFS, PAUVRES ET AUX PARCOURS DE VIE HEURTÉS

6 % des Français déclarent être eux-mêmes des Gilets jaunes dans l'enquête Conditions de vie, menée en janvier 2019, permettant de graduer le soutien au mouvement. Il s'agit en grande majorité de jeunes actifs, aux revenus modestes. 70 % ont un niveau de vie inférieur au niveau de vie médian (contre 50 % de la population en moyenne). 65 % sont des actifs occupés, contre 53 % en moyenne dans la population. 64 % n'ont pas de diplôme, ou seulement le BEPC (52 % en moyenne). 45 % sont ouvriers, employés, contre 29 % en moyenne dans la population. 31 % habitent en zone rurale (contre 22 % en moyenne).

76 % des Gilets jaunes s'en sortent difficilement et doivent s'imposer régulièrement des restrictions sur leur budget, contre 55 % en moyenne et 35 % chez ceux qui ne cachent pas leur hostilité au mouvement. L'expérience d'un hypothétique coup dur est particulièrement révélateur à ce sujet. Seulement 33 % des Gilets jaunes sont en mesure de faire face à une dépense imprévue de 2000 euros en puisant dans leurs réserves, contre 53 % en moyenne. En revanche, 67 % des opposants et 70 % des personnes expressément hostiles au mouvement ont la capacité d'absorber une telle dépense. En cas d'entrée d'argent imprévue, un tiers des Gilets jaunes mobiliserait cette entrée pour rembourser une dette. Comme l'explique l'anthropologue Dominique Desjeux, la panne de différents équipements nécessaires à la vie quotidienne (machine à laver, réfrigérateur, chaudière et voiture) menace la plupart des budgets familiaux dont l'équilibre tient bien souvent à l'existence d'un ou de plusieurs crédits. L'étude menée en 2016 par le CRÉDOC pour l'ONPES sur les familles modestes révèle un équilibre qui ne tient qu'à un fil; il place les individus en situation délicate, et vécue comme infantilissante, de devoir demander de l'aide à des proches.

À ces positions dans l'échelle sociale, s'ajoutent des accidents de vie ou des changements fragilisants. 33 % des Gilets jaunes souffrent d'un handicap ou d'une maladie chronique (contre 25 % en moyenne dans la population), 27 % ont été confrontés au décès d'un membre de leur famille au cours des 12 derniers mois (contre 18 % en moyenne), 17 % se sont séparés de leur conjoint au cours des 12 derniers mois (6 % en moyenne)

vivent actuellement en France», plutôt que de rechercher leur intégration. Les coupables désignés varient suivant

la proximité au mouvement: les Gilets jaunes défendent une plus grande redistribution des riches vers

les pauvres, tandis que les personnes hostiles au mouvement pointent ce que certains dénomment « l'assistanat ». Les Gilets jaunes viennent visibiliser une colère et rancœur présente dans une majorité du corps social, même si elle ne se porte pas toujours sur les mêmes cibles. Au total la méfiance en autrui gagne sensiblement du terrain. Seuls 35 % des Français déclarent aujourd'hui qu'il est possible de faire confiance aux autres, soit 6 points de moins qu'en 2017 et 12 points de moins qu'en 2016.

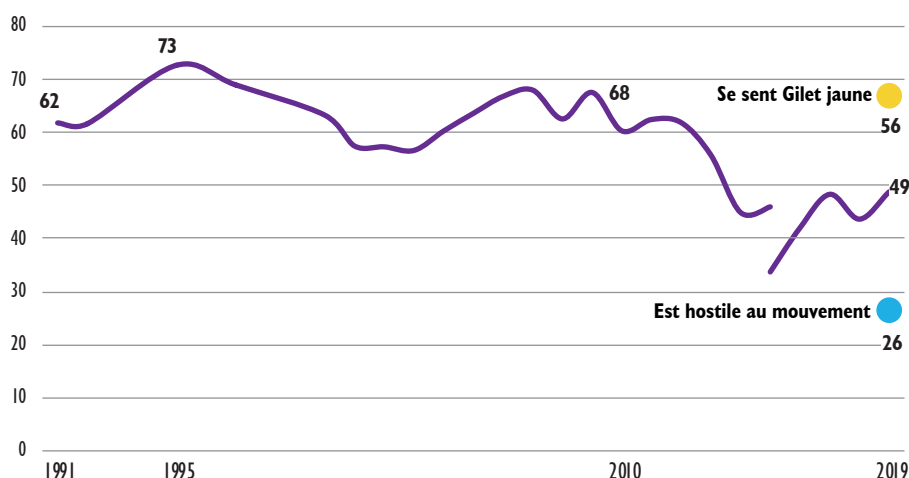
> Quelle solidarité au 21^e siècle ?

Au 20^e siècle, dans les sociétés industrialisées, l'État social jouait un rôle essentiel de régulateur de la cohésion sociale. La redistribution par l'impôt et la protection sociale participaient du vivre ensemble de deux manières. D'une part, la mutualisation des risques établissait une forme de contrat social qui liait les citoyens entre eux. D'autre part, l'existence de droits sociaux limitait le sentiment des plus démunis d'être dépendants de la commisération ou bienveillance des plus riches.

Dans le sillage de l'individualisation de la société, l'attente d'action des pouvoirs publics pour aider les plus démunis a tendance à diminuer. En 1991, 62 % des Français attendaient une action plus importante de l'État envers les plus modestes. Aujourd'hui, le taux est de 49 %. Et l'on constate des écarts importants selon le soutien au mouvement des Gilets jaunes. Les personnes qui se sentent Gilets jaunes sont un

L'ATTENTE D'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS ENVERS LES PLUS DÉMUNIS A TENDANCE À DIMINUER

Considèrent que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (plutôt que en font trop, ou font ce qu'ils doivent)



Source : CRÉDOC, enquête Conditions de vie et aspirations, début 2019.

peu plus nombreuses que la moyenne à attendre une action de l'État (56 %). A l'opposé, cette opinion est clairement minoritaire chez les personnes hostiles au mouvement (26 %).

Avec la montée en puissance de l'idée de responsabilité individuelle parallèle à l'érosion de l'État social, le socle de la solidarité est questionné. Quelle com-

munauté d'intérêt justifie aujourd'hui la solidarité entre individus? Sur quel fondement établir le vivre ensemble? Au-delà des désaccords sur la responsabilité de la pauvreté, c'est plus profondément le modèle de cohésion sociale bâti en grande partie autour de l'État social qui est questionné par la crise des Gilets jaunes. ■

MÉTHODOLOGIE

L'enquête annuelle Conditions de vie et aspirations est réalisée chaque année deux fois par an auprès d'un échantillon représentatif de la population française depuis 1979. L'enquête de janvier 2019 a questionné 2 976 personnes sur des sujets très variés (une heure de questionnaire en moyenne). L'échantillon est constitué selon la méthode des quotas (région, taille d'agglomération, âge-sexe, PCS). Un redressement final est effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale. Les analyses présentées dans cette Note de synthèse portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2019, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 40 ans.

Cette analyse est tirée de *La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC 2019 : Liberté, égalité, individualité*, sur souscription.

Pour en savoir plus

- > 2019 : Liberté, égalité, Individualité, Note de conjoncture sociétale du CRÉDOC, sur souscription.
- > *La France des invisibles*, Nelly Guisse et Sandra Hoibian, Collection des rapports, n° 327, mars 2016, <https://www.credoc.fr/publications/la-france-des-invisibles>
- > *Les Gilets jaunes, un précipité des valeurs de notre société*, Sandra Hoibian, Note de synthèse, n° 26, avril 2019. Un travail de recherche plus complet est en cours sur le sujet et donnera lieu à une publication pour la fin 2019.
- > *La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté*, Régis Bigot, Émilie Daudey, Document de travail pour la DREES, février 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serieetud126.pdf>
- > *La situation financière se transmet partiellement de génération en génération*, Insee première, n° 1636, février 2017.
- > « Frustration relative et individualisation des inégalités », François Dubet, *Revue de l'OFCE*, 2017/1 (n° 150), p. 11-26.
- > *Repenser la solidarité*, Serge Paugam, Presses universitaires de France, « Quadrige », 2011.